

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1881

Artikel: Voler avec un vieux coucou
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009868>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

dépeupler, bénéficient d'un mouvement de retour en ville (cf. [DP 1788](#)²). Il y a quatre ans, les professeurs et chercheurs du « *Studio Basel* » de l'EPFZ tiraient un impressionnant Portrait urbain (cf. [DP 1670](#)³) de la Suisse, histoire de contribuer à faire évoluer les images et surtout les esprits. Mais l'urbaphobie latente persiste, dans notre pays

sans doute plus qu'ailleurs, fédéralisme et ferveur alpiniste obligent sans doute.

Toujours est-il que l'économie reprend le dessus. Sa remise en ordre de marche, symbolisée par la prochaine entrée de Daniel Vasella au Comité d'*economiesuisse*, passe par une nouvelle prise de responsabilités au sein des institutions. Y

compris au Conseil fédéral, où les passages de l'économie à la politique ont de la tradition, en particulier dans les rangs radicaux. Le fils de Johann Schneider-Ammann, 59 ans, n'a que 31 ans, 24 de moins que Nicolas Hayek junior. Mais comment résister à l'appel de la patrie s'il est lancé par l'Assemblée fédérale?

Voler avec un vieux coucou

André Gavillet • 30 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15199>



L'isolationnisme de l'UDC dans le dossier militaire est d'autant plus nuisible que son représentant au Conseil fédéral tient le poste de commandement

L'avion est une espèce mécanique de longue vie, si l'entretien est méticuleux. Le voyageur, pas toujours rassuré, découvre avec surprise les états de service vénérables de carlingues toujours en activité.

Les avions militaires obéissent à la même loi. Ils durent une génération ou plus. Pourtant ils ne sont pas conçus pour mourir de vieillesse. Ils sont avions de chasse ou de combat. Ce n'est pas le confort qu'offre le dernier modèle, mais des chances supérieures de gagner le duel. Dès lors, le renouvellement de la

flotte aérienne ou d'une partie de la flotte est présenté avec des arguments non seulement économiques, mais dramatiques aussi: on ne peut abandonner la maîtrise du ciel, comme un charpentier qui renoncerait à couvrir la maison d'une toiture.

Mais, dernière donnée fondamentale, l'avion de combat a un prix exorbitant: le maximum de valeur technologique est enfermé dans un volume minimal. Son financement entre en conflit avec d'autres postes du budget militaire. D'où l'opportunité de faire le pari de la paix, de sauter une génération, de décider que le choix se fera dans vingt ans.

Interdépendance

Le report de l'achat d'avions de combat n'est pas une simple opération de planning, celle de renoncer au dernier modèle. Car les avions exigent des pilotes formés, entraînés. Aujourd'hui déjà cette formation est complétée occasionnellement par des stages à l'étranger. L'interruption des achats pour

une génération impliquerait le transfert de la formation avec la collaboration d'un ou de plusieurs pays proches et amis. Donc une négociation poussée et une prise en charge des coûts élevée. Croire qu'on peut purement biffer le poste achats est trop simple. On peut renoncer aux machines, pas aux pilotes.

La négociation avec les pays proches est à la fois urgente et évidente concernant l'aviation. Mais il est quantité de domaines où il serait avantageux militairement de savoir qui fait quoi. Or, ce modeste « désarmement » (le voisin est un ami et non un ennemi potentiel) se heurte à l'hostilité politique de l'UDC.

Neutralité

L'UDC revendique une armée complète, couvrant l'ensemble du pays et dotée de moyens adéquats. Mais l'évolution technologique (par exemple la balistique des fusées à longue portée) et les coûts révèlent que cette armée serait impossible à maîtriser budgétairement et

inefficace en tant que modèle réduit. La collaboration réfléchie avec les pays proches est donc inéluctable. Or, elle est bloquée par un parti – placé sans réflexion politique au poste de commandement.

Le report de l'achat d'avions de combat démontre que l'indépendance passe par l'interdépendance. Il faudra du temps et de la persévérance pour la mettre sur pied et définir ses limites. Il n'est pas acceptable

que cette orientation historique soit bloquée parce que la prétendue concordance tolère que l'homme qu'il ne faut pas soit à la place qu'il ne faut pas.

L'armée indépendante et impuissante

Albert Tille • 6 septembre 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15233>

Le chef des forces aériennes suisses lance une attaque destructive contre l'illusion d'une politique de défense autonome (Tages Anzeiger du 31 août)

Le Commandant de corps Markus Gygax propose que notre pays se joigne à l'Agence européenne de défense pour se protéger des missiles à longue portée, véritable menace des années à venir. Le mythe helvétique de la défense autonome ne subit pas là sa première agression. En février 1998, la Commission d'étude pour les questions stratégiques, présidée par l'ancien secrétaire d'Etat Edouard Brunner, défend une intense coopération internationale pour garantir notre sécurité. Le Conseil fédéral reprend les conclusions de la Commission Brunner. Son rapport de 1999⁸ lance le slogan de «*La sécurité par la coopération*».

Cette nouvelle stratégie de défense est possible en respectant la neutralité. Codifiée dans les Conventions de La Haye, la neutralité se borne à interdire à la Suisse de prendre part à une guerre entre deux Etats. La participation en temps de paix à

des alliances militaires qui contraindraient le pays à s'engager automatiquement dans un conflit doit également être écartée. Pour le reste, la Suisse est libre de mener la politique étrangère qui garantit le mieux sa sécurité. Le Conseil fédéral préconise donc un développement marqué de la coopération internationale : une participation accrue aux actions de l'ONU en faveur de la paix ainsi qu'au Partenariat pour la paix de l'OTAN, une coopération avec la politique de sécurité naissante de l'Union européenne et une possible coopération militaire avec les Etats neutres de l'Europe. Mais, force est de constater que les actes ne correspondent que fort modestement à l'ambitieux programme de 1999. Aujourd'hui, la Suisse figure au 115^e rang dans le classement des Etats membres de l'ONU en terme de moyens mis à disposition d'opérations de maintien de la paix, reconnaît Denis Froidevaux, vice-président de la Société suisse des officiers. Berne n'envoie pas de casques bleus armés et refuse de participer avec l'UE à l'opération Atalante de lutte contre la piraterie maritime. Bref, la coopération avec l'étranger est figée dans un gel sibérien, avec la

complicité active des pacifistes au Parlement (cf. DP 1867⁹).

Publié en juin 2010, le Rapport sur la politique de sécurité¹⁰, sans remettre formellement en cause les thèses d'ouverture défendues il y a dix ans, préfère mettre l'accent sur la coordination entre la Confédération et les cantons. Le Conseil fédéral de 2010 ne ressemble pas à celui d'il y a dix ans.

Aujourd'hui, c'est donc à l'intérieur même de l'armée qu'il faut chercher les forces d'ouverture. La récente prise de parole d'un officier supérieur en exercice aussi haut placé que Markus Gygax est un geste politique fort et inédit. Certes, un plus haut gradé encore, Christophe Kekeis, a condamné l'Alleingang militaire de la Suisse. Mais c'était en septembre 2008. Et le chef de l'armée venait de quitter son poste.

La prise de parole de Markus Gygax est courageuse. Mais sa stratégie de coopération avec l'Europe serait erronée. C'est en tous cas ce qu'affirme Otfried Nassauer, chef du centre d'information pour la sécurité transatlantique de Berlin. Un